



ÉVALUATION INDÉPENDANTE  
RÉSUMÉ EXÉCUTIF



# APPROCHES TRANSFORMATRICES POUR RECONNAÎTRE, RÉDUIRE ET REDISTRIBUER LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉ DANS LES PROGRAMMES D'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Photo : ONU Femmes/Seynabou Sarr

## Résumé

L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) a commandé une évaluation finale indépendante du programme « Approches transformatrices pour reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré dans les programmes d'émancipation économique des femmes », (Programme 3R) qui a été réalisée entre les mois de décembre 2022 et d'avril 2023. Le présent résumé exécutif d'évaluation présente les conclusions et recommandations issues de l'analyse intégrée des données recueillies lors de consultations menées auprès des parties prenantes et de visites sur le terrain, ainsi que dans le cadre d'une analyse des documents du Programme.

## Raison d'être du Programme

Le travail de soins est essentiel pour assurer le bien-être humain et garantir une économie dynamique et durable, avec une main-d'œuvre productive. Le rôle central du travail de soins dans le développement durable et son importance pour l'égalité des genres sont désormais largement reconnus par la communauté mondiale, notamment au titre de la cible 1 de l'objectif de développement durable 5. Les femmes effectuaient déjà, avant la crise de la Covid-19, trois fois plus de soins non rémunérés et de travaux domestiques que les hommes, avec une moyenne de 4,1 heures par jour pour les femmes, contre 1,7 heure pour les hommes<sup>1</sup>.

Afin de réduire les inégalités en matière de travail de soins non rémunéré, ONU Femmes a élaboré le Programme 3R qui a été mis en œuvre au Rwanda, au Sénégal et en Afrique du Sud grâce à un financement d'Affaires Mondiales Canada entre 2021 et 2023. L'objectif principal du Programme était d'éliminer les obstacles structurels à la participation pleine et égale des femmes, à l'économie en reconnaissant, réduisant et redistribuant le travail de soins non rémunéré.

1. ONU Femmes. 2019. [Le progrès des femmes dans le monde 2019-2020](#).

La **théorie du changement du Programme 3R** a contribué à cet objectif global et à l'impact du programme par le biais des deux résultats escomptés suivants :

1. Les pouvoirs publics nationaux et locaux élaborent des lois, des politiques et des services qui reconnaissent et traitent la contribution disproportionnée des femmes et des filles au travail de soins non rémunéré, ou les renforcent lorsqu'elles existent.
2. Les coopératives de femmes ainsi que d'autres organisations fournissent des services de soins porteurs de changement dans les zones rurales et/ou urbaines afin de réduire et de redistribuer la charge du travail de soins non rémunéré.

La théorie du changement définit les grandes lignes du Programme comme suit :

1. Si les lois, les politiques et les services aux niveaux national et local reconnaissent et traitent la contribution disproportionnée des femmes et des filles au travail de soins non rémunéré, et :
2. Si des services de soins porteurs de changement réduisent et redistribuent le travail de soins non rémunéré dans les zones rurales et urbaines, alors :
3. Le travail de soins non rémunéré des femmes et des filles au Rwanda, au Sénégal et en Afrique du Sud sera réduit et le temps ainsi libéré pourra être mis à profit pour contribuer à assurer des moyens de subsistance durables, mais également pour en bénéficier ;
4. Étant donné que des inégalités de genre structurelles, qui empêchent les femmes et les filles de jouir de leurs droits économiques et de leur autonomie, auront été supprimées.

**TABLEAU 1**

**Synthèse du Programme 3R : Approches transformatrices pour reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré dans les programmes d'émancipation économique des femmes**

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| Objectifs du programme              | <p>But : Les obstacles structurels à la participation pleine et égale des femmes, à l'économie du Rwanda, du Sénégal et de l'Afrique du Sud sont éliminés grâce à la reconnaissance, la réduction et la redistribution du travail de soins non rémunéré.</p> <p>Résultat 1 : Les pouvoirs publics nationaux et locaux élaborent des lois, des politiques et des services qui reconnaissent et traitent la contribution disproportionnée des femmes et des filles au travail de soins non rémunéré, ou les renforcent lorsqu'elles existent.</p> <p>Résultat 2 : Les coopératives de femmes ainsi que d'autres organisations fournissent des services de soins porteurs de changement dans les zones rurales et/ou urbaines afin de réduire et de redistribuer le travail de soins non rémunéré.</p> |
| Groupes cibles                      | <p>Les pouvoirs publics nationaux et locaux, y compris les chefs traditionnels et communautaires ; les organisations, associations et coopératives nationales, provinciales et dirigées par des femmes ; les organisations d'agricultrices et de petites exploitantes agricoles ; les organisations de la société civile ; les hommes et garçons ; les prestataires de microassurance du secteur privé.</p>   |
| Lieux de mise en œuvre du Programme | <p>Au niveau mondial, la mise en œuvre du Programme comprenait un appui à l'établissement de normes, la gestion du savoir, le suivi et l'établissement de rapports, ainsi que la coordination générale.</p> <p>Au niveau national, le Programme a été mis en œuvre au Rwanda, au Sénégal et en Afrique du Sud.</p>  |

### Vue d'ensemble du Programme 3R

Une revue de littérature et des entretiens ont confirmé que le Programme 3R s'appuyait sur les compétences d'ONU Femmes aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que sur de solides partenariats mis en place par ONU Femmes avec des coopératives de femmes et d'autres organisations de défense des droits des femmes, des chefs traditionnels, les communautés, les hommes et les garçons, ainsi que les secteurs privé et public, afin de lutter contre les relations de pouvoir inégales, la discrimination systémique et les normes et pratiques néfastes qui sous-tendent les inégalités dans le travail de soins dans les trois pays. Les tableaux 1 et 2 présentent des synthèses du Programme mis en œuvre.

### Finalité de l'évaluation, objectifs et utilisateurs visés

L'évaluation finale visait à apprécier les résultats du Programme et à déterminer comment et pourquoi ils ont, ou non, été atteints. En tant que telle, elle devrait être en mesure d'éclairer les décisions relatives à la poursuite, l'amélioration et la reproduction du Programme à plus grande échelle ou dans d'autres pays. L'évaluation avait pour but de déterminer l'efficacité du Programme, de recueillir des éléments probants sur les résultats et de mettre en évidence les stratégies qui ont contribué à leur réalisation ou qui ont entravé cette dernière. En outre, l'équipe d'évaluation a apprécié la contribution du projet au renforcement des capacités, à l'appropriation et à la transparence au niveau national.

Les destinataires principaux et secondaires de ce rapport d'évaluation sont présentés dans le tableau 2.

**TABLEAU 2**

#### Destinataires principaux et secondaires du rapport d'évaluation

| Destinataires principaux  | Destinataires secondaires   |
|---|---|
| ONU Femmes  | Coopératives et associations  |
| Système des Nations Unies   | Organisations de la société civile actives dans le domaine de la prestation de soin non rémunérée   |
| Pouvoirs publics, dont l'ensemble des organismes publics nationaux œuvrant dans les secteurs des services de soins et de l'assurance                                      | Centres de développement du jeune enfant  |
| Donateurs   | Autorités locales et responsables locaux  |
| Personnel du Programme  | Chefs traditionnels et religieux  |
| Partenaires de réalisation impliqués dans la conception, la mise en œuvre et la supervision du Programme 3R, et qui ont réalisé les activités du Programme sur le terrain | Universités et instituts de recherche   |
|   | Le secteur privé, dont les entreprises fournissant des services de soins, des technologies résilientes face aux changements climatiques et permettant de gagner du temps, des assurances et des produits numériques |

## Processus d'évaluation

L'évaluation a été réalisée entre les mois de décembre 2022 et d'avril 2023 par une équipe composée d'un(e) consultant(e) principal(e) en évaluation et d'un(e) expert(e) national(e). Les évaluateurs se sont rendus dans les trois pays et ont recueilli des données en s'appuyant sur la cartographie des parties prenantes des trois programmes nationaux.

## Résultats

### Pertinence

L'équipe d'évaluation a estimé que le Programme 3R répondait de manière ciblée à la nécessité de mettre en place davantage d'interventions sur la reconnaissance, la réduction et la redistribution (3R) du travail de soins non rémunéré et du travail domestique des femmes, ainsi que sur leur pauvreté temporelle en général. Au Rwanda et au Sénégal, l'équipe d'évaluation a observé et confirmé l'application d'un ensemble global de solutions, à savoir des services de soins porteurs de changement, y compris, la fourniture de services de garde d'enfants, d'éducation de la petite enfance et l'accès à des infrastructures et des services permettant des gains de temps et la participation effective des femmes, ou le renforcement de la participation des femmes, aux programmes et interventions d'autonomisation économique. En Afrique du Sud, si la mise en œuvre du Programme n'a, dans une large mesure, pas abouti, sa conception avait été clairement définie et avait activement associé les participants, les partenaires de réalisation et les partenaires publiques. Avec le soutien d'Affaires mondiales Canada, le Programme 3R a intégré un volet indépendant sur le travail de soins dans les programmes d'ONU Femmes dédiés à l'agriculture résiliente face aux changements climatiques et à l'autonomisation économique des femmes rurales dans les trois pays cibles.

La conception du Programme répondait aux aspirations du Rwanda, du Sénégal et de l'Afrique du Sud à atteindre une croissance économique inclusive ainsi que les objectifs de développement durable transposés aux contextes nationaux (principalement les cibles des objectifs 5, 8 et 4) en créant un environnement plus favorable à la participation économique des femmes. En exploitant l'intégration des Principes d'autonomisation des femmes (WEPS)<sup>2</sup>, le Programme 3R a réuni les conditions pour une transformation positive par

l'action de plusieurs moteurs clés de l'autonomisation sociale et économique des femmes, contribuant ce faisant au respect des obligations internationales des trois pays et à la réalisation des plans stratégiques mondiaux et nationaux d'ONU Femmes.

### Efficacité

La conception et la mise en œuvre du Programme ont clairement intégré des points d'entrée clés et des partenariats stratégiques pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes aux niveaux politique, institutionnel et local. Les gouvernements, les partenaires de réalisation et ONU Femmes ont travaillé en collaboration pour répondre aux priorités du Programme. L'équipe d'évaluation a constaté qu'en fournissant aux femmes des technologies leur permettant de gagner du temps au niveau local, le Programme avait entraîné une redistribution spectaculaire du temps des femmes et des filles en faveur de leur autonomisation économique et de l'intégration des entreprises détenues par des femmes dans les chaînes de valeur. Au Rwanda et au Sénégal, le Programme a contribué à une amélioration concrète dans le domaine du développement de la petite enfance et le temps ainsi gagné a pu être mis à profit pour parvenir à une participation plus active des femmes dans l'économie. Cette démarche a été l'une des stratégies les plus efficaces pour éliminer les inégalités de genre et parvenir à une croissance économique inclusive (objectifs de développement durable n° 1 et 10).

Pour examiner la théorie du changement, les évaluateurs ont inspecté et observé la grande qualité des technologies et équipements, des services et infrastructures, ainsi que des activités de renforcement des capacités permettant aux femmes de gagner du temps et d'être plus résilientes face aux changements climatiques, et ont constaté qu'ils répondaient aux intérêts et besoins des femmes dans les trois pays. Dans les groupes de discussion, les participants ont fait état de formations très efficaces qui gagneraient toutefois à être plus standardisées et plus longues et dont les exercices pourraient mieux être articulés. Les interventions de plaidoyer et de politique ont été mises en œuvre avec succès au niveau local, mais ont souffert de la courte durée du programme (18 mois) au niveau national pour la coordination et le plaidoyer avec les gouvernements et les parties prenantes, qui nécessitent plus de temps pour internaliser le programme.

2. Les Principes d'autonomisation des femmes constituent un outil pour améliorer l'égalité des genres dans le secteur privé.



## Efficienc

Guidé par le principe de Ne Laisser Personne de Côté, le Programme a accordé une place importante aux besoins des femmes dans les situations les plus vulnérables, ce qui s'est traduit par l'allocation d'un budget destiné à promouvoir l'employabilité de ces dernières et l'intégration de coopératives dirigées par des femmes au marché. L'allocation des ressources s'est faite de manière stratégique et durable, en tenant compte de la position stratégique des partenaires pour contribuer à la réalisation des résultats, ainsi que de leur capacité à prendre en charge les actifs et l'infrastructure développés dans le cadre du Programme après la clôture de celui-ci.

La mise en œuvre du Programme 3R a été rentable et a présenté de bons résultats au regard des ressources utilisées au Rwanda et au Sénégal. Concernant le Rwanda, la conception, le lancement et la mise en œuvre du Programme ainsi que l'établissement des rapports correspondants étaient conformes au plan et, à la date de l'évaluation, 100 % des résultats attendus par les partenaires de réalisation et 97 % des activités du bureau de pays d'ONU Femmes avaient été réalisés.

Concernant le Sénégal et l'Afrique du Sud, la concentration des activités dans la deuxième partie de l'exercice financier peut être attribuée au démarrage opérationnel tardif du Programme. Les premiers mois de mise en œuvre, soit à partir d'octobre 2021, ont été principalement consacrés à la prise de fonctions du personnel du Programme, tandis que les premiers mois de l'année 2022 ont été principalement consacrés à la sélection des principaux partenaires de réalisation en appui aux différents volets du projet.



Photo : ONU Femmes Rwanda

Dans le cas du Sénégal, de longues procédures administratives et de sélection ont eu pour conséquence que la signature de l'accord avec l'Agence régionale de développement (ARD) n'a pu avoir lieu qu'en avril 2022 et que les fonds n'ont pu lui être transférés qu'en mai. L'ARD a préfinancé les premières activités pour rattraper partiellement le décalage, mais les retards accumulés ont malgré tout réduit de manière significative la période globale de mise en œuvre. Une première prolongation jusqu'en décembre 2022 s'est ainsi avérée nécessaire pour assurer la finalisation des activités du Programme et une deuxième prolongation a permis de finaliser des activités spécifiques au cours du premier trimestre 2023.

Le Sénégal a adopté des bonnes pratiques en matière de gestion des ressources humaines en mobilisant les capacités techniques disponibles au sein d'ONU Femmes. Le bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a en effet fortement participé à la mise en œuvre du Programme avec deux membres du personnel du Bureau Régional qui ont personnellement dirigé les volets Politique et Innovation du Programme 3R. Le personnel d'ONU Femmes interrogé a considéré cette pratique comme un moyen précieux de renforcer les compétences internes, et les parties prenantes externes ont apprécié le soutien des experts thématiques dans des volets spécifiques ainsi que la gestion globale du projet et la coordination assurées par ONU Femmes.

Concernant l'Afrique du Sud, à l'exception du volet Azali Health Care, aucune action notable pouvant faire l'objet d'une évaluation n'a été réalisée. Entre janvier et décembre 2022, le Programme 3R mis en œuvre par le bureau multipays d'ONU Femmes en Afrique du Sud a travaillé avec Azali Health Care en tant que partenaire de réalisation en prenant des mesures pour atteindre les deux résultats du Programme et en particulier en menant des activités de sensibilisation à travers l'initiative du Parlement des hommes sur les lois et les politiques qui cherchent à reconnaître et réduire le travail de soins non rémunéré parmi les hommes, les femmes, les garçons et les filles en vue de l'autonomisation économique des femmes ; en renforçant les capacités des autorités nationales et locales à élaborer et à appliquer les lois, les politiques et les services qui traitent du travail de soins non rémunéré au moyen d'une cartographie des services de soins et de données provenant d'études commandées visant à recenser les lacunes dans les lois et les politiques relatives au travail de soins non rémunéré, et d'activités de sensibilisation auprès des populations locales.

## Durabilité

Dans les trois pays participant au Programme, le choix des partenaires et des entités pour la mise en œuvre du Programme a été un facteur clé de durabilité. Les principales parties prenantes, dont les gouvernements et les partenaires de réalisation, ont exprimé toute leur reconnaissance, leur engagement et leur savoir-faire pour continuer à œuvrer à l'élimination des obstacles structurels à la participation pleine et égale des femmes, à l'économie du Rwanda, du Sénégal et de l'Afrique du Sud après la clôture du Programme. Concernant le Sénégal, l'ARD, le principal partenaire de réalisation, mène des activités sur le territoire depuis 25 ans et est solidement implanté au niveau local où il continuera à réaliser des actions après la fin de la mise en œuvre. Cela lui permettra de continuer à entretenir son partenariat avec le Réseau des femmes agricultrices du Nord cultivatrice de riz (REFAN) ainsi qu'avec d'autres participants souhaitant partager leurs données après la clôture du Programme, ce qui permettra à l'organisation de suivre l'évolution des retombées positives du Programme 3R lors de futures missions de terrain dans la région.

Le volet Renforcement des capacités a constitué, dans les trois pays, le signe distinctif de la contribution du Programme 3R à la durabilité. Elle a ciblé les gouvernements et les autorités locales, les partenaires de réalisation et les organisations de la société civile. Ainsi la formation dispensée aux membres du comité technique régional de l'ARD sur les différentes dimensions du travail de soins non rémunéré, leurs implications sur l'autonomisation des femmes et les approches permettant de remédier aux inégalités qui en découlent a été une véritable réussite au Sénégal.

Le Rwanda Men's Resource Centre (RWAMREC) a contribué de manière significative à la remise en question des normes culturelles de genre qui empêchent les hommes et les garçons de participer au travail de soins, constituant de fait un obstacle majeur à l'autonomisation économique des femmes dans les districts de Kirehe, Ngoma et Nyaruguru. Un partenariat avec ActionAid a contribué à mieux faire connaître, au moyen de concertations politiques et d'initiatives de renforcement des capacités, la charge que représente le travail de soins non rémunéré pour les femmes, en ciblant les dirigeants locaux, les chefs religieux, les organisations de femmes et les partenaires de développement dans les districts de Gasabo et de Musanze. ONU Femmes Rwanda s'est également associée à trois organisations non gouvernementales nationales (Adventist Development and Relief Agency, Association of Volunteers in International Service et Help a Child) pour évaluer la capacité des coopératives de femmes en matière de travail de soins dans

les trois districts. Les organisations non gouvernementales ont sélectionné quatre coopératives pour mettre en œuvre des solutions en matière de soins. Les évaluateurs ont constaté la qualité des centres de développement de la petite enfance et ont entendu les témoignages d'enseignants et de parents sur la façon dont le Programme 3R avait changé la vie de centaines de ménages et que des milliers de femmes étaient désormais en mesure de participer aux activités des coopératives agricoles.

Grâce au partenariat établi avec le Rwanda Development Organization et l'Institut africain pour le développement économique et social, le bureau d'ONU Femmes au Rwanda a également permis aux coopératives de femmes et à d'autres organisations d'avoir accès aux technologies et équipements qui permettent aux femmes de gagner du temps et d'être plus résilientes face aux changements climatiques et qui sont nécessaires pour compléter des services de soins porteurs de changement. Il s'agissait notamment d'installations de stockage des eaux pluviales, de foyers améliorés et écoénergétiques, de séchoirs, de silos en plastique, de pompes d'irrigation solaires et manuelles, d'écosseuses, de broyeurs, de pulvérisateurs et d'outils de nettoyage.

Le travail de sensibilisation et de mise en œuvre des politiques effectué dans le cadre du Programme 3R représente un autre facteur prometteur en matière de durabilité. Dans les trois pays, un important travail de sensibilisation a permis de mettre à profit les politiques, protocoles et dispositions légales nationales en matière de genre. En agissant simultanément aux niveaux local et national, le Programme 3R a ainsi contribué à susciter des débats de fond sur le travail de soins non rémunéré et ce que des mesures tangibles en vue de son intégration soient prises.

Au niveau local, l'inclusion du travail de soins non rémunéré dans six plans de développement local au Sénégal constitue un tournant dans le démantèlement des inégalités structurelles de genre qui empêchent les femmes et les filles d'exercer leurs droits économiques et de s'émanciper. Concernant l'Afrique du Sud, l'équipe d'évaluation a estimé que le travail du bureau multipays d'ONU Femmes avait permis la réalisation d'actions en matière d'élaboration de politiques qui répondent aux mandats normatifs, de coordination et opérationnels d'ONU Femmes. Le partenariat avec Azali Health Care a permis de toucher davantage les populations locales et les plateformes au niveau national afin de mieux faire connaître l'approche des 3R du travail de soins non rémunéré et de permettre aux hommes et aux garçons de changer de comportement comme le préconise HeForShe<sup>3</sup>.

## Genre, droits humains et inclusion des personnes vivant avec un handicap

Le Programme 3R a été conçu et mis en œuvre sur le fondement des principes des droits humains et de l'égalité des genres. Il a directement ciblé les causes profondes des inégalités de genre, notamment les normes et croyances culturelles néfastes concernant la participation sociale et économique des femmes, en intégrant les Principes d'autonomisation des femmes dans les résultats attendus de la part des partenaires de réalisation et en renforçant les capacités des organismes clés chargés de prévenir la discrimination à l'égard des femmes dans la sphère économique. Le Programme a ainsi favorisé des solutions durables aux inégalités de genre qui entravent la participation économique des femmes, en supprimant les obstacles structurels et en s'attaquant au travail de soins non rémunéré.



Photo : ONU Femmes Rwanda

L'approche globale du Programme 3R consistait à déterminer les causes profondes des inégalités de genre et à les combattre. Sa nature transformatrice réside dans sa remise en question des normes et dynamiques existantes régissant la prestation de soins non rémunérée et contribuant à perpétuer les inégalités de genre. La reconnaissance du travail de soins non rémunéré comme obstacle majeur à l'autonomisation économique des femmes constitue la base innovante autour duquel se sont élaborées des activités visant à inciter d'autres acteurs à assumer la responsabilité de ce travail et à en redistribuer la charge. Pour atteindre ses objectifs, le Programme a fortement mobilisé les parties prenantes et a encouragé l'implication des participants au programme qui risquaient d'être laissés pour compte.

Les participants ont également été directement impliqués dans la conception opérationnelle des activités sur le terrain. Au niveau local, les agricultrices ont activement participé aux consultations visant à déterminer les solutions les plus pertinentes qui leur permettraient de gagner du temps dans leur travail plutôt que d'accepter des solutions toutes faites. L'adoption d'une démarche de recherche à travers une évaluation du contexte et des besoins a permis de fournir des données précieuses pour expliquer les différentes dimensions du travail de soins non rémunéré dans le but de trouver des solutions pertinentes pour répondre directement aux besoins des femmes les plus vulnérables. De manière plus importante, la méthodologie adoptée dans les trois pays dans le cadre de cette démarche intégrait divers groupes de femmes, dont les femmes les plus vulnérables qui présentent un faible niveau d'éducation formelle et d'alphabétisation, garantissant ainsi la prise en compte des voix de ces dernières dans le cadre du débat sur le travail de soins non rémunéré et de la mise en œuvre du Programme 3R.

L'intégration du principe consistant à ne laisser personne de côté a été particulièrement manifeste dans la conception et la mise en œuvre du Programme 3R : les critères d'inclusion ont été appliqués de manière cohérente par les participants et les partenaires de réalisation, et les interventions ont répondu aux besoins des femmes en situation de vulnérabilité, c'est-à-dire les femmes rurales, pauvres ou exclues d'une manière quelconque, dans les régions les plus défavorisées du Rwanda, du Sénégal et de l'Afrique du Sud. Les partenaires de réalisation ont régulièrement sollicité leur avis afin de pouvoir sélectionner et réviser les stratégies en connaissance de cause.

## Enseignements

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme confirment la validité et l'efficacité des stratégies adoptées. Ils fournissent également des indications importantes pour la diffusion du Programme et un élargissement des retombées positives engendrées et des compétences développées. Les enseignements mettent avant tout en avant l'importance de l'entière implication des participants à la conception, à la mise en œuvre et au suivi du Programme ; la nécessité de fonder le Programme sur des données probantes en matière d'égalité des genres, de droits humains et d'intégration des

3. HeForShe est le mouvement mondial de solidarité des Nations Unies pour l'égalité des genres. Il s'agit d'une invitation pour les hommes et les personnes de tous les genres à s'associer aux femmes afin de créer un front ambitieux, visible et uni en faveur de l'égalité des genres. <https://www.heforshe.org/fr>

personnes vivant avec un handicap ; l'établissement de partenariats pour trouver des solutions aux inégalités de genre et pour l'autonomisation des femmes ; la nécessité de prévoir suffisamment de temps pour mettre en œuvre les activités de renforcement des capacités et de changement de comportement ; l'importance cruciale de la participation du secteur privé pour promouvoir l'autonomie économique des femmes, y compris des femmes les plus vulnérables, et pour renforcer leur résilience au niveau local.

Un autre enseignement clé est que la mobilisation des femmes, au niveau local, notamment au moyen de groupes d'entraide, et la mise à leur disposition d'un espace stimulent le développement de leurs compétences sociales, notamment en matière d'exercice des responsabilités, de communication, de négociation, de travail d'équipe et de prise de décision, qui sont essentielles pour améliorer leur employabilité et leurs compétences en matière de gestion d'entreprises. Dans les trois pays, l'équipe d'évaluation a constaté que les centres de développement de la petite enfance, les coopératives et les activités de développement des capacités communautaires étaient efficacement dirigés par des femmes.

## Conclusions

L'évaluation a conclu que le Programme 3R comblait une lacune importante dans la réduction des obstacles structurels à la participation pleine et égale des femmes, à l'économie du Rwanda et du Sénégal en reconnaissant et redistribuant le travail de soins non rémunéré grâce à l'élaboration d'un ensemble global de solutions, telles que des services de garde d'enfants et des équipements permettant de gagner du temps et de réduire la pénibilité du travail, comme des pompes à eau et des réservoirs, des cuisinières et des réchauffeurs d'aliments respectueux de l'environnement, ainsi que des triporteurs pour transporter la production.

Dans les trois pays, la valeur du Programme 3R d'ONU Femmes est incontestée. Il a constitué un projet transformateur, innovant et très pertinent pour répondre aux priorités régionales, nationales et communautaires. Le Programme a répondu aux besoins fondamentaux des groupes cibles en tenant compte du milieu dans lequel ils évoluent et a permis d'offrir aux femmes en situation de vulnérabilité habitant dans des régions reculées des technologies globales leur permettant de gagner du temps et d'accéder à des possibilités

d'emploi et des services en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre grâce à une sélection minutieuse des lieux et des partenaires de réalisation, des autorités locales et des organisations de la société civile.

À travers ses différents volets, qui combinent la création de données probantes et de connaissances locales sur le travail de soins non rémunéré, le plaidoyer et le soutien à l'élaboration de politiques aux niveaux national et local, l'accès à des services de soins porteurs de changement, le renforcement des capacités et la sensibilisation pour un changement de comportement, les solutions de microassurance numérique et l'accès à des infrastructures et des technologies résilientes face aux changements climatiques et permettant de gagner du temps.

## Recommandations

Il est nécessaire d'adopter de toute urgence des politiques et des dispositions juridiques ciblées afin d'accélérer les progrès en matière d'autonomisation économique des femmes. Celles-ci devraient promouvoir le partage équitable des tâches domestiques et des soins entre les hommes et les femmes et créer davantage d'emplois rémunérés dans l'économie des soins, notamment par la fourniture de services de soins, une meilleure protection sociale pour les femmes ainsi que des infrastructures, technologies et équipements résilients face aux changements climatiques et permettant de gagner du temps, ce qui contribuerait à la réduction du travail de soins non rémunérés.

L'évaluation recommande de continuer à mettre l'accent sur le recueil de données et d'éléments probants pour combler les lacunes en matière de connaissances, pour renforcer les capacités et le dialogue autour du modèle des 3R du travail de soins non rémunéré, et pour mieux planifier des stratégies de sortie pour les différents volets, en veillant à ce que des actions spécifiques contribuant à la durabilité des résultats soient mises en œuvre.

Il convient de souligner le rôle essentiel que tient le secteur privé dans la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes ainsi que dans les actions visant à répondre aux besoins de toutes les femmes, tout en exploitant de manière proactive les possibilités offertes par le système des Nations Unies pour l'établissement de partenariats publics et privés novateurs et tirer parti du rôle de catalyseur de l'objectif de développement durable n°17.



ONU Femmes devrait prévoir un portefeuille standardisé d'activités de renforcement des capacités fondées sur le modèle des 5R (reconnaître, réduire, redistribuer, représenter et récompenser le travail de soins non rémunéré) axé sur : la production de savoir et la diffusion des connaissances ; du travail de soins non rémunéré la professionnalisation grâce à une offre de formations plus standardisée et des formations plus longues qui contiennent des exercices mieux articulés.

Enfin, les Notes Stratégiques d'ONU Femmes devraient intégrer le travail de soins comme un domaine d'activité central du triple mandat d'ONU Femmes et plaider clairement pour des politiques, programmes et allocations budgétaires nationaux et locaux pertinents.



Photo : ONU Femmes Rwanda